



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

enseignants

Question au Gouvernement n° 4028

Texte de la question

ÉDUCATION NATIONALE

M. le président. La parole est à M. Jean-Claude Guibal, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
M. Jean-Claude Guibal. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'éducation nationale et prolonge les échanges qui précèdent.

L'OCDE, dont personne, je crois, ne conteste l'objectivité ("*Si !*" sur plusieurs bancs du groupe GDR), réalise des études, dont celle intitulée PISA, qui sont considérées comme des références pour mesurer la performance des systèmes scolaires. La dernière d'entre elles, publiée en février 2012, s'intéresse au lien qui peut exister entre les moyens affectés aux systèmes scolaires et les résultats de ceux-ci.

Pour être bref, je n'en citerai que deux extraits : " Au niveau national, l'enquête PISA montre que la taille des classes n'est pas liée à la performance [...] les pays et économies les plus performants privilégient, en général, l'investissement dans le corps enseignant par rapport à la réduction des effectifs en classe. " Par ailleurs, " les pays performants [...] attirent les meilleurs élèves vers la profession d'enseignant en leur offrant des salaires plus élevés et un meilleur statut professionnel ".

En d'autres termes, l'étude PISA de 2012 conclut qu'augmenter globalement le nombre de professeurs n'a pas de sens dans les pays développés. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Elle justifie le choix du gouvernement de François Fillon : avoir moins de professeurs, mais mieux les rémunérer, est un gage de succès pour notre système scolaire, ce qui ne signifie pas pour autant qu'il ne soit pas nécessaire de maintenir les postes dans les zones rurales. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Michel Ménard. Et en zone urbaine, alors ?

M. Jean-Claude Guibal. Ce serait donc une erreur, sinon une faute, de promettre aux Français, comme le fait un candidat à l'élection présidentielle, d'augmenter le nombre de professeurs sans avoir les moyens d'augmenter leur traitement. (*Nouvelles exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Il n'est pas responsable de vouloir faire plaisir à des syndicats en en faisant payer le prix par les enseignants mais aussi par les familles et leurs enfants. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative.

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative*. Monsieur le député, vous avez raison de faire référence à cette enquête de l'OCDE publiée il y a quelques jours. Elle démontre effectivement que, d'abord, contrairement à ce qui a été dit tout à l'heure, le nombre d'enfants par classe n'a pas d'impact sur les résultats, bien au contraire. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*) Lisez donc les enquêtes internationales, cela permet de nourrir un débat de qualité !

Elle démontre également que ce qui est important c'est de bien valoriser, de bien rémunérer le travail des enseignants. C'est le choix qu'a fait ce gouvernement.

M. Christian Bataille. Un choix calamiteux !

M. Luc Chatel, *ministre*. Nous avons fait le choix de réaffecter la moitié des économies dégagées par le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux à la revalorisation des enseignants. En cinq ans, c'est 1,4 milliard d'euros qui a été réinvesti en pouvoir d'achat pour nos enseignants.

Je rappelle, mesdames et messieurs les députés, qu'en cinq années, nous avons augmenté les enseignants en

début de carrière de 18 %.

M. Alain Gest. Et les heures supplémentaires !

M. Luc Chatel, *ministre*. Le montant inscrit sur la première fiche de paie d'un enseignant est passé, le 1er février dernier, à 2 000 euros. C'est un événement qu'il convient de souligner.

Cette majorité est donc crédible, aujourd'hui, devant les Français. Montrons que nous sommes capables de revaloriser les enseignants parce que nous croyons qu'il faut que les enseignants soient mieux considérés, mieux valorisés, mieux rémunérés. Face à cela, il y a un candidat, François Hollande, qui ne voit que la quantité (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*) : recruter 60 000 fonctionnaires de plus, tout en sachant que faire cela empêchera de mieux rémunérer les 850 000 enseignants actuellement en fonction. Il y a donc, mesdames et messieurs les députés, un candidat, François Hollande, qui s'adresse aux syndicats, et un candidat qui, par sa volonté de réforme, s'adresse aux Français. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Guibal](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (4^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4028

Rubrique : Enseignement : personnel

Ministère interrogé : Éducation nationale, jeunesse et vie associative

Ministère attributaire : Éducation nationale, jeunesse et vie associative

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 mars 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 7 mars 2012